
Le développement rural au Burkina Faso : davantage de sécurité, moins d'exode

Richard Gerster*

La hausse du prix des denrées alimentaires de base dans le monde est perceptible jusque dans les arrière-cours du Burkina Faso, un pays sahélien. Au printemps 2008, des mouvements de protestation contre la hausse des prix ont même envahi les rues et fait les gros titres. A mi-parcours de l'année 2008, un sac de riz thaïlandais de 50 kg coûte plus que 45 francs suisses (21'000 CFA) au marché de Ouahigouya dans le nord du pays. Il y a six mois, le prix atteignait un peu moins que 30 francs (13'000 CFA). Le riz local a lui aussi renchéri, même si c'est moins marqué. Les prix des semences et des engrais sont eux aussi montés en flèche. Le principal produit alimentaire de base de la région du nord est cependant le millet et son prix connaît une hausse moins importante.



Les parcelles familiales constituent les bases d'existence de la plupart des paysans et paysannes du Burkina Faso.

Le Burkina Faso compte une population de 15 millions d'habitants, dont huit personnes sur dix vivent dans une région rurale. L'agriculture et l'élevage sont les bases d'existence de 80 pour cent de la population, même si Ouagadougou, la capitale, compte aujourd'hui plus d'un million d'habitants. Le coton, le principal produit d'exportation du Burkina Faso, est aujourd'hui en crise en raison des subventions agricoles des Etats-Unis et surtout la baisse de son cours sur le marché international. Depuis lors, l'intérêt s'est de nouveau accru pour

une palette plus étendue de produits agricoles destinés aux besoins de la population et à l'exportation. Grâce au prix plus élevé de nombreuses denrées alimentaires, la production d'aliments de base notamment les céréales permet à nouveau de couvrir les coûts ou d'être même rentable pour les agriculteurs.

Elargir la palette des produits

Malgré l'importance prédominante de l'agriculture pour la population et l'économie nationale, le gouvernement a peu investi pour le moment dans le secteur agricole. Quand la crise alimentaire a éclaté, le gouvernement a suspendu comme mesure immédiate la taxe sur la valeur ajoutée et les taxes à l'importation sur les produits alimentaires de base afin d'atténuer la hausse des prix. Cette intervention coûte à l'Etat près de 30 millions de francs (12 milliards CFA) en 2008. L'avenir dira si une telle mesure sera à nouveau reconduite. En même temps, la culture locale de produits alimentaires de base devient prioritaire. Le but est de permettre au pays d'assurer lui-même son approvisionnement en riz d'ici à 2015. Pour encourager la riziculture au niveau local, les autorités agricoles de la région du nord ont vendu aux paysans des semences et des engrais à un prix fortement réduit. La stratégie officielle du développement rural vise en particulier à accroître les revenus des exploitations familiales grâce à la diversification, à l'adaptation au marché et à la modernisation.

« Le Burkina Faso doit accroître la productivité de l'agriculture. Il n'y a pas d'alternative possible », affirme le directeur de l'agriculture de la province du Yatenga au nord du pays, Elié O. Dianda. Au cours des années passées, la production agricole avait augmenté en raison de l'extension des surfaces. Ceci ne sera plus possible à l'avenir à un degré comparable. La population augmente, mais les surfaces cultiva-



Les petites parcelles irrigables présentent de l'attrait pour les paysans : le riz figure plus souvent au menu.

bles non. « L'Etat investit beaucoup dans la sécurité alimentaire en encourageant la culture de produits de base, de légumes et de fruits par les entreprises familiales. » Différents projets pionniers ont montré qu'il était possible d'obtenir du sol de meilleurs rendements grâce à des méthodes en accord avec le développement durable.

Dans le bas-fond de Loubré jusqu'alors non exploité, la direction de l'agriculture a permis d'irriguer près de 100 hectares. 162 ménages ont reçu chacun une parcelle de 900 m² sur laquelle ils cultivent du riz pendant la saison des pluies. « Jusqu'à main-

tenant, le riz ne figurait au menu qu'aux jours de fête et, surtout, les récoltes de sorgho ne suffisaient pas à nourrir nos familles 12 mois par an », se réjouit Amadé Sawadogo, l'un des paysans. « Durant la saison sèche, nous cultivons des oignons, des tomates et des choux. » Dans la région du nord, les bas-fonds aménagés représentent pour le moment une superficie de 1000 ha, et l'Etat entend encore l'accroître.

Priorité au développement rural

La sécurité alimentaire et le développement rural se sont hissés au rang de priorité dans la stratégie de lutte contre la pauvreté du gouvernement. C'est sur cette base que neuf partenaires internationaux dont la Suisse contribuent au budget de l'Etat. Dans le cadre de prestations qui le lie aux donateurs, le gouvernement a pris l'engagement d'appliquer un certain nombre de mesures précises pour atteindre des objectifs concrets. Il convient de citer par exemple un stockage suffisant de produits alimentaires de base ou le dépôt au Parlement d'un projet de loi visant à introduire un nouveau droit foncier rural. Les donateurs étrangers mettent en garde dans leur aide-mémoire 2008 contre un manque



La vie dans les régions rurales doit devenir plus attractive si l'on veut pouvoir freiner la migration vers les villes.

d'analyse stratégique dans le domaine du développement rural et insistent pour que l'économie privée et la société civile soient associées à l'élaboration d'un programme de développement rural. Le rôle de l'Etat central recule au profit de l'importance des communes et des acteurs privés.

Ces dernières années, quels sont les montants issus du budget national qui ont été alloués à la région du Nord ? Mes interlocuteurs ne peuvent pas répondre directement à ma question, car les prestations arrivent par divers canaux. Mais depuis 2003, le personnel a été considérablement renforcé. Depuis 2006, il y a eu plus de « crédits délégués » et depuis lors, cela a pris de l'importance. En discutant avec des organisations non gouvernementales qui travaillent dans l'agriculture, il s'avère que la question restée sans réponse ne droit rien au hasard. Les budgets de l'Etat destinés au développement rural sont très embrouillés et peu transparents, même si plusieurs ministères s'en occupent.

Les alevins de Tougou

Au cours des années 70 et 80 du 20e siècle, l'exode du Sahel à destination des régions côtières du sud était très fréquent. Les systèmes d'irrigation permettent désormais de prévenir le dépeuplement. « Le

barrage nous permet d'avoir une seconde récolte de sorgho par an et de cultiver beaucoup de légumes. Les gens recommencent à voir un avenir au village. Quelques jeunes partent en Côte-d'Ivoire comme saisonniers durant la saison sèche mais ils reviennent », constate Mamadi Ouedraogo, chef de village à Tougou dans la région du Nord du Burkina Faso.

Un autre projet nourrit l'optimisme du chef de village. Car dans la perspective d'une alimentation équilibrée, la pisciculture retient désormais l'attention de la direction de l'agriculture. La construction de petits barrages a permis de mettre en place un commerce de pêche même dans des régions pauvres en précipitations telles que Tougou. Une exploitation de pisciculture est prête à démarrer. Dans 12 bassins, il est prévu de produire par an 20 millions d'alevins (alevins de tilapia nilotica). Ils se reproduisent tous les deux mois. Pour nourrir les poissons, on utilise des résidus locaux de céréales (son), des termites, etc. qui ne coûtent rien. Le but est de permettre ainsi d'encourager la pisciculture sur la base de l'initiative privée et de fournir des alevins aux petits chefs d'entreprise depuis la station de Tougou. L'aide budgétaire générale permet de soutenir dans les régions des petits projets de ce type lancés par la direction de l'agriculture.



Vente de poisson au marché.



La « Rue de la Suisse » à Ouahigouya : une façon de reconnaître des années d'étroite collaboration.

« Rue de la Suisse »

Depuis plus de 20 ans, la Suisse soutient le développement rural de multiple manière. Elle coordonne son travail avec les autres donateurs. Le développement autonome des entreprises familiales grâce à la constitution d'organisations paysannes avait la priorité. L'irrigation goutte à goutte de la culture maraîchère, le coton bio associé à des engrais organiques et à l'alternance des cultures, la commercialisation des céréales sont d'autres éléments et étapes de la coopération au développement de la Suisse. L'accès des paysannes et des paysans au marché, à la formation et aux services – notamment à celui de la micro-finance – a joué un rôle important. Les améliorations techniques se sont toujours effectuées parallèlement aux efforts déployés pour améliorer les conditions-cadre au niveau institutionnel et politique.

Ouahigouya est le chef-lieu de la région du Nord du Burkina Faso, près de la frontière du Mali. La petite ville est un centre régional et un pôle de croissance de près de 100'000 habitants ; la coopération suisse a laissé dans l'infrastructure des traces bien visibles. En juin 2008, un nouvel abattoir a été inauguré ; il satisfait des exigences précises en matière d'hygiène. Le marché trépidant du centre est également un résultat visible de la coopération avec la Suisse. La ville lui en sait gré : la route d'accès porte l'écriteau « Rue de la Suisse ». Les bâtiments font partie d'une subvention de la Suisse à trois petites villes afin de renforcer les capacités des communes à résoudre elles-mêmes leurs problèmes. Car l'infrastructure génère des recettes locales pour les villes. L'investissement de la Suisse au niveau régional va donc de pair avec le soutien de réformes de portée nationale grâce à l'aide budgétaire générale.

* L'auteur, Richard Gerster, est économiste et travaille comme consultant indépendant et publiciste (www.gersterconsulting.ch). Cet article fait partie d'une série mandatée par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et consacrée à l'aide budgétaire sous différents aspects. Les articles reflètent l'opinion personnelle de l'auteur.